

L'expérience de la transition primaire-secondaire au Cameroun : au-delà d'un simple taux

NOTE D'ORIENTATION

Cette publication est une note d'orientation produite dans le cadre de l'appel à projets de recherche "Accompagner le développement du cycle fondamental : L'enjeu de la transition école/collège" du Programme APPRENDRE, porté par l'Agence Universitaire de la Francophonie sur financement de l'Agence Française de Développement.

Les points de vue exprimés et les propos contenus dans ce document n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être considérés comme constituant une prise de position de l'AUF.

I. PROBLÉMATIQUE

Le taux de passage des élèves du primaire au secondaire au Cameroun reste en deçà de l'idéal souhaité par l'État pour une éducation de qualité bénéfique à tous les apprenants. L'analyse des obstacles incrimine la gestion du personnel enseignant et de l'orientation conseil, les contraintes socioculturelles, la capacité des municipalités, le pouvoir d'achat des ménages et les pratiques inclusives.

II. MESSAGES CLÉS DE LA RECHERCHE

- Il est important d'analyser le taux de transition dans le contexte de la transition primaire-collège, en tenant compte des politiques éducatives, des ressources disponibles, des conditions socio-économiques.
- Il convient également, au-delà des facteurs structurels, de tenir compte des facteurs de réussite des élèves, de détecter les besoins spécifiques, d'améliorer les politiques éducatives, de promouvoir l'équité éducative. Ces connaissances sont essentielles pour soutenir les élèves pendant cette période critique de leur parcours scolaire.

III. CONTEXTE

Sur la période de 2010 à 2017, parmi les élèves âgés de 6 à 15 ans ayant terminé leur primaire et admis aux différents examens de fin de cycle, seulement 70,86 % en moyenne se sont effectivement inscrits au premier cycle du secondaire. Pourtant, l'État du Cameroun, qui a opté depuis 2010 pour la création d'un enseignement fondamental de qualité, conformément à l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4.1 des Nations Unies (2015), espérait porter ce taux à 85 % en 2020 (DSSEF, 2013). Cela signifie qu'en moyenne, 136 826 élèves potentiellement attendus au premier cycle du secondaire n'y ont pas accédé d'année en année, soit 29,14 % des effectifs moyens par an. Ces statistiques révèlent également des disparités de genre et de région qu'il est nécessaire de comprendre.



@APPRENDRE

IV. RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

L'étude a utilisé à la fois des données primaires et secondaires. Ces dernières ont été obtenues en exploitant la base de données de l'enquête EDS-MICS (2013-2014). L'objectif était d'essayer d'expliquer le taux de transition sur la période 2010-2017, à l'aide d'analyses de statistique inférentielle. Quant aux données primaires, elles ont été collectées suivant une démarche mixte.

L'enquête quantitative s'est déroulée au cours de la première année du projet, du 9 au 19 décembre 2020, à l'aide de trois questionnaires adressés aux chefs de ménages, aux enfants scolarisés et aux déscolarisés. L'enquête qualitative, quant à elle, s'est déroulée durant le mois de juillet 2022, visant à une compréhension plus approfondie des informations quantitatives issues de la première enquête. Elle a été menée à l'aide de guides d'entretiens individuels et de groupe. En plus des catégories ciblées par la première enquête, d'autres ont été incluses, notamment les enseignants et conseillers d'orientation, les chefs d'établissements scolaires, les responsables administratifs (chefs de service, inspecteurs, délégués), les autorités religieuses, traditionnelles et municipales, ainsi que les responsables d'ONG. Les deux enquêtes ont à chaque fois couvert cinq régions du Cameroun : l'Est et le Nord (zones d'éducation prioritaire), le Littoral, notamment la ville de Douala (fort potentiel économique), le Sud-Ouest (anglophone) et la région de l'Ouest.

Le taux brut d'accès et le développement psychomoteur (disponibilité des aires de jeux et des bibliothèques) sont positivement liés au taux de transition de l'école au collège. Paradoxalement, l'analyse des données secondaires indique une relation généralement négative entre le taux de transition et le nombre d'enseignants qualifiés, généralement des fonctionnaires. En revanche, l'augmentation des enseignants contractuels et des enseignants maîtres de parents est favorable au taux de transition. L'expérience de la transition des élèves scolarisés varie de manière significative en fonction de leur région, avec une expérience plus négative dans la région du Nord. Cette expérience est également positive lorsque l'élève bénéficie des services d'un conseiller d'orientation. Les élèves du sous-système anglophone ont une meilleure expérience de la transition. Le soutien familial est plus bénéfique pour les élèves lorsqu'ils sont sous la responsabilité de leurs parents biologiques. L'expérience de la transition semble meilleure dans les zones semi-urbaines. Le sexe de l'élève n'est pas significatif sur le plan statistique à cet égard. Cependant, les services de la carte scolaire indiquent que si les garçons sont plus nombreux que les filles à transiter dans le Nord, à l'Ouest par contre, ce sont elles qui renversent la tendance en raison d'un simple effet de domination démographique.

Le faible pouvoir d'achat des familles pose un défi dans toutes les régions étudiées. Certains élèves doivent parcourir de longues distances à pied pour se rendre à l'école (Ouest, Nord et Est). Le manque de matériel didactique est un problème récurrent parmi les apprenants (Ouest, Sud-ouest, Nord et Est). Les contraintes socioculturelles telles que les cérémonies dédiées à la naissance de jumeaux à l'Ouest, pendant lesquelles les élèves des familles concernées sont absents de l'école, les mariages précoces des filles au détriment de leur scolarité, surtout au Nord et à l'Est, ainsi que le nomadisme de certaines familles dans le Nord, qui se déplacent avec leurs parents pendant les périodes de classe, et les activités commerciales menées par certains élèves en parallèle de leurs études pour financer leur scolarité, ont une influence sur l'expérience de la transition.

Des événements familiaux tragiques peuvent également avoir un impact, notamment lorsqu'il s'agit de conflits parentaux, de divorces, du décès d'un tuteur et de l'abandon de la responsabilité des enfants aux grands-parents. La région du Sud-Ouest, en proie à une crise déstabilisante depuis des années, entraîne la mobilité des habitants à l'intérieur du territoire, parmi lesquels se trouvent des apprenants déplacés internes. Certains quittent le système éducatif pour idéalement exercer de petits métiers, tandis que d'autres doivent s'adapter à un nouvel environnement d'apprentissage scolaire.

La gratuité de l'école primaire prescrite par la législation scolaire n'est pas effective. Le financement des études est déjà coûteux au primaire et devient encore plus élevé au secondaire, notamment dans une ville comme Douala. Une fois que de nombreux parents ont payé les frais exigibles, ils sont incapables de fournir à leurs enfants le matériel pédagogique nécessaire pour étudier. L'accessibilité des infrastructures éducatives n'est pas garantie pour les apprenants en situation de handicap. Les préjugés au sein des familles constituent également un obstacle à leur scolarisation. Les familles ne sont pas toujours bien informées de la gratuité officielle de l'école pour ces groupes défavorisés.

Les effectifs des classes dépassent souvent les limites légales, soulevant ainsi le problème épineux de l'adaptation de l'approche pédagogique, notamment celle basée sur les compétences. Des lourdeurs sont évidentes dans la gestion de la décentralisation, ce qui fait que les municipalités ne peuvent pas prendre en charge de manière effective les besoins éducatifs locaux. Le financement du fonctionnement des établissements (salles de classe, bureaux, tables bancs, enseignants vacataires) revient finalement aux Associations de Parents d'Élèves et d'Enseignants (APEE). La mobilisation de la communauté locale, notamment à travers les élites, semble plus dynamique dans la région de l'Ouest, où la contribution financière au fonctionnement des établissements est plus courante qu'au Nord et à l'Est. Les programmes scolaires ne sont pas entièrement couverts dans les classes intermédiaires, ce qui crée des lacunes affectant le niveau général des élèves. La démotivation, l'absentéisme et la désertion des jeunes enseignants, en particulier dans les zones rurales, affectent la qualité de l'apprentissage. De plus, les conseillers d'orientation sont très peu nombreux dans le cycle primaire.

V. RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

Les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds peuvent commander des enquêtes à grande échelle afin de mettre à jour les bases de données sur la transition primaire-secondaire.

Le Ministère de l'Éducation de base, les collectivités territoriales décentralisées et les ONG peuvent mettre en place des stratégies visant à améliorer le taux d'accès brut, en particulier dans les zones d'éducation prioritaire.

Les ministères de la Fonction publique, de l'Éducation de base, de l'Enseignement secondaire et des Finances doivent améliorer la gestion du personnel enseignant et des conseillers d'orientation, de leur formation à leur rétention dans les zones rurales, en mettant en place des mesures incitatives appropriées.

Les municipalités doivent organiser des actions communautaires pour lutter contre les barrières socioculturelles qui entravent la transition réussie.

Les ONG, les services centraux et les régions doivent faire preuve de plus d'équité en tenant compte de la diversité des besoins spécifiques des apprenants.

CONCLUSION

- Le taux de transition primaire-secondaire des élèves âgés de 6 à 15 ans au Cameroun sur la période allant de 2010 à 2017 est de 70,86 %, loin de l'objectif gouvernemental de 85 %. Ces statistiques révèlent également des disparités de genre et de région qu'il est nécessaire de comprendre. L'analyse des données existantes couplée à une enquête mixte indique que ce taux de transition dépend du taux d'accès brut.
- L'augmentation du nombre d'enseignants maîtres de parents et contractuels est plus bénéfique à la transition que celle des fonctionnaires, même s'ils ont des qualifications équivalentes à celles d'autres diplômés professionnels.
- L'expérience de la transition est meilleure en fonction de l'orientation des élèves, du tutorat familial, du système éducatif, et du caractère rural ou urbain de la zone.
- Les contraintes culturelles propres à certaines régions affectent négativement la transition, tout comme les difficultés dans la mise en œuvre effective de la décentralisation de l'éducation.
- Les apprenants en situation de handicap sont confrontés à des problèmes d'accessibilité aux services éducatifs, au manque de sensibilisation et aux préjugés familiaux.



CLIQUEZ ICI POUR LIRE L'INTÉGRALITÉ DE L'ÉTUDE

Auteurs de la note d'orientation:

Henri Rodrigue Njengoué Ngamaleu, Coordinateur de l'équipe, Professeur titulaire, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Yaoundé I

Innocent Fozing, Professeur titulaire, École normale supérieure, Université de Yaoundé I
Joseph Bomda, Chargé de cours, Faculté des sciences de l'éducation, université de Ngaoundéré

Valèse Mapto Kengne, Chargée de cours, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Yaoundé I

Emmanuel Wassouo, Maître de conférences en psychologie du travail et des organisations
Laboratoire d'Anthropologie et de Psychologie Cliniques, Cognitives et Sociales
(LAPCOS, UPR 7278), Université Côte d'Azur

Ernestine Ngambeng épouse Kouesso, Professeur des Écoles normales des instituteurs, point focal pour la promotion de la scolarisation de la femme et la fille en Afrique au Ministère des enseignements secondaire, doctorante à la Faculté des sciences de l'éducation, Université de Yaoundé I

CONTACT

 apprendre.auf.org

 programme-apprendre@auf.org